

Les subsides

M. Riis: Et ceux qui investissent au Japon?

M. Smith: Je n'ai pas interrompu le député.

M. Benjamin: On s'en moque!

M. Smith: «On s'en moque!», disent-ils maintenant. Quelle répercussion cela aurait-il sur le taux d'inflation au Canada s'il nous fallait payer beaucoup plus cher les produits que nous importons? Les statistiques démontrent que chaque fois que notre dollar perd trois points par rapport au dollar américain, le taux d'inflation augmente de 1 p. 100 au Canada. Qu'arrivera-t-il si le dollar canadien baisse de 8 ou 9c.? Nous serions immédiatement aux prises avec un taux annuel d'inflation de 15 p. 100 ou même plus. Le député croit-il que ce serait faire une faveur aux Canadiens à revenus fixes? En a-t-il parlé? Non, car comme d'habitude le NDP aborde la situation naïvement: avec leur baguette magique et leur idéologie presse-bouton, ils ont les solutions toutes trouvées!

Il y a, bien sûr, un moyen d'empêcher les Canadiens de sortir leurs capitaux du pays pour profiter de taux d'intérêt plus élevés ailleurs. Nous pourrions imposer le contrôle des changes. Est-ce la solution que préconisent le député et son parti? J'ai écouté attentivement l'intervention du député de Kamloops-Shuswap, mais je ne me rappelle pas l'avoir entendu parler de cela en particulier. Bien sûr, s'il fallait instituer un contrôle des changes, il nous faudrait recruter une armée de fonctionnaires pour l'appliquer.

M. Benjamin: Non!

M. Smith: Est-ce que le contrôle serait appliqué avec justice et équité? Il ne se passerait pas plus d'un jour ou deux avant qu'un député néo-démocrate vienne plaider en faveur d'un électeur dont la vieille mère, qui souffre de l'arthrite, a besoin de sortir de l'argent pour aller vivre en Arizona, après avoir travaillé si fort au Canada pour pouvoir s'acheter une maison là-bas. Bien sûr, le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances refuseraient tout net, passé un certain seuil.

Il n'existe pas de moyen facile pour imposer le contrôle des changes de manière que tous les Canadiens soient traités équitablement. Les néo-démocrates veulent-ils retirer le Canada du nombre des grands pays industrialisés de l'Occident, du groupe des sept? Veulent-ils nous reléguer au rang des pays de second rang qui, ayant perdu confiance en leur devise, imposent le contrôle des changes afin de garder leur argent chez eux? Est-ce là la voie qu'il nous tracent? On le croirait, mais ce n'est pas celle que le gouvernement entend suivre. Dès l'annonce du contrôle des changes, le dollar baisserait d'un autre cran. On ne fait pas entrer de l'argent dans un pays quand on craint de ne pas pouvoir le sortir. Se sont-ils arrêtés à ce problème? Ils n'en ont même pas parlé.

Et si nous gardions l'argent au Canada en subventionnant les taux d'intérêt d'une façon ou d'une autre? Le député n'a absolument rien dit à ce sujet-là, mais nous pouvons tous nous imaginer l'effet que cela aurait sur le déficit. A ceux qui pensent que c'est la solution, je dis, détrompez-vous! Les néo-démocrates ont dit que nous devrions faire baisser les taux d'intérêt et que nous n'avons pas à nous inquiéter des fonds qui pourraient fuir le Canada, du coût plus élevé des importations, du contrôle des changes ou de la poussée inflationniste. Bien entendu, sans parler de la politique du NPD: dépensons, dépensons et dépensons, ne nous inquiétons pas du déficit et laissons sombrer le dollar à un niveau sans précédent. Quand

les députés du NPD parlent, jamais aucune inquiétude à savoir qui va payer.

M. Benjamin: Quelles balivernes!

M. Smith: Le gouvernement libéral suit une politique équilibrée, car nous sommes convaincus que notre premier objectif est l'inflation. C'était d'ailleurs une des principales cibles du dernier budget.

M. Huntington: Alors, qu'attendez-vous pour agir?

M. Smith: Autre cible, la réduction du déficit. Peu importe comment nous procédons, les recettes augmentent et nous entendons un tollé général des conservateurs de l'autre côté qui semblent avoir l'impression que cela peut être fait sans que personne n'en souffre le moindrement.

Qu'en disent les tories? Au moins, les membres du NPD envoient toujours le même message: «Rassurez-vous, dépensez comme vous voulez sans vous demander qui paiera; cessez de vous faire du souci au sujet du dollar moribond et du déficit, dépensez, dépensez et dépensez». Avec les tories, nous ne savons pas trop à quoi nous en tenir. A l'occasion, le député de York-Peel (M. Stevens) prend la parole, et lorsque le sabreur s'y met, nous entendons de réels, d'honnêtes et de véritables axiomes des tories: «Coupez les dépenses, cessez de dépenser». Mais, dès que le gouvernement fait quoi que ce soit pour réduire les dépenses d'une façon raisonnable et consciencieuse—l'élimination de certains des services très coûteux de VIA Rail, par exemple—ils rouspètent. Les conservateurs exigent que l'on réduise les dépenses, sans le vouloir vraiment. Ils le veulent en théorie, mais non dans la pratique. Ainsi, quand nous agissons comme nous l'avons fait au sujet de services extrêmement coûteux et inefficaces de VIA Rail, les conservateurs jettent les hauts cris. Quand nous proposons de faire assumer le coût du service postal par les usagers et que nous haussons le tarif, ils crient aussi fort. Ils disent que nous devons dépenser moins, que nous devons réduire le déficit, mais ils ne veulent pas vraiment que nous le fassions. Ils veulent théoriser sur la question, ils ne veulent pas discuter des détails. Quand nous affirmons ne pas pouvoir maintenir le même niveau de paiements de transfert, il faut les voir exploser. Ils sortent leur mouchoir pour gémir sur le sort des provinces.

• (1440)

M. Baker (Nepean-Carleton): Et les grenades fusent.

M. Smith: Les conservateurs veulent théoriser, ils ne veulent pas entrer dans les détails. Le lendemain, ce sont les conservateurs socialistes qui passent à l'attaque avec une interprétation tout à fait différente de la situation. Peut-être le député de Rosedale (M. Crombie) interviendra-t-il à moins que ce ne soit le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). Tout ce qu'ils trouvent à dire c'est dépenser, dépenser, et dépenser encore. Nous avons besoin d'une fiche de pointage pour pouvoir dire si nous avons affaire à des tories bleus, ou verts ou que sais-je. Les tories rouges nous disent: «Dépensons davantage d'argent pour les pensions. Donnons davantage d'argent aux provinces. Dépensons davantage au titre de la création directe d'emplois, et ne nous occupons pas de savoir qui paiera la note.»